



Martha Tinny MOLEMA
President
Présidente

Akhator Joel ODIGIE
General Secretary
Secrétaire Général

Route Internationale d'Atakpamé
Centre FOPADESC Agoè – Nyivé
B.P. : 4401 – Tel.: 00228 22 25 03 90
LOME - TOGO

Email: info@ituc-africa.org
Web: www.ituc-africa.org

Lomé, le 02 août 2024

La CSI-Afrique condamne fermement la répression violente des manifestations pacifiques au Nigeria : Un appel urgent au dialogue et à la réforme

L'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale, la CSI-Afrique (www.ituc-africa.org) condamne fermement la répression violente de manifestants pacifiques et non armés au Nigeria. Les pertes tragiques de vies humaines à Kaduna, Suleja et dans d'autres régions du pays rappellent de façon brutale les conditions socio-économiques désastreuses qui ont poussé des millions de Nigériens à descendre dans la rue pour exiger le respect de leurs droits fondamentaux et de leur dignité.

Le Nigeria, maintenant capitale mondiale de la pauvreté, dépasse l'Inde et se trouve à la croisée des chemins. Selon les chiffres du Bureau national des statistiques (NBS), 133 millions de personnes vivent dans une pauvreté multidimensionnelle. La double crise de la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants, qui a atteint 34,19 %, la plus élevée depuis 28 ans, combinée à un chômage endémique, a plongé des millions de personnes dans une situation d'insécurité et de misère extrêmes. En effet, le pays connaît un exode massif de personnes qualifiées et instruites à la recherche de pâturages plus verts à l'étranger, en raison de l'incapacité du gouvernement à créer un environnement propice et sûr pour ses citoyens.

La réaction brutale du gouvernement à des rassemblements et manifestations légitimes et pacifiques ne fait qu'exacerber la situation, aggravant la frustration et le désespoir des citoyens. Au lieu de recourir à la force, il devrait s'attaquer aux causes profondes de ces manifestations : l'aggravation de la situation socio-économique des travailleurs nigériens depuis plusieurs années.

Le Nigeria étant signataire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, celle-ci garantit aux citoyens le droit d'organiser des manifestations pacifiques et de protester. Le recours à une force excessive contre des manifestants pacifiques constitue une violation flagrante de ces droits fondamentaux. De plus, en tant que membre de la CEDEAO, le Nigeria est lié par l'engagement du bloc régional à défendre les principes démocratiques et l'État de droit, ce qui inclut le respect des voix de son peuple.

Il est temps que le gouvernement nigérian écoute les appels de son peuple et prenne des mesures immédiates et décisives pour alléger ses souffrances. La CSI-Afrique est solidaire du peuple nigérian et continuera à défendre ses droits et sa dignité.

La CSI-Afrique appelle le gouvernement nigérian à cesser immédiatement tout acte de violence à l'encontre des manifestants et à s'engager dans un dialogue constructif menant à des actions concrètes. Le gouvernement doit donner la priorité aux mesures suivantes :

1. Réduction de la taille du gouvernement : rationaliser les structures gouvernementales pour réduire l'inefficacité et la corruption et réorienter les ressources vers les secteurs essentiels.
2. Allocation des ressources là où elles sont le plus nécessaires : Se concentrer sur les domaines qui affectent directement la vie des Nigériens ordinaires, notamment la santé, l'éducation et les services sociaux.
3. Mise en place de filets de sécurité : Établir des filets de sécurité sociale solides, exempts de tout symbolisme et de toute corruption, afin de protéger les plus vulnérables contre les effets néfastes de la réforme économique.
4. Réformes institutionnelles : Mettre en œuvre des réformes institutionnelles globales pour garantir l'efficacité, la transparence et le service des intérêts des citoyens par le gouvernement.

Le gouvernement nigérian doit agir maintenant pour restaurer l'espoir et la confiance, sous peine d'aggraver les troubles et l'instabilité. La voie du développement durable passe par un véritable engagement envers le peuple, la prise en compte de ses doléances et la mise en œuvre de réformes qui apportent la dignité à la population au lieu de l'opprimer. Le monde et les syndicats d'Afrique nous observent, et l'histoire jugera ce gouvernement sur ses actions en ce moment critique.

Signé Akhator Joel ODIGIE, Secrétaire général de la CSI-Afrique. Publié à Lomé, Togo